

Les salariés de la Cimade sortent des centres de rétention administrative pour dénoncer le projet de loi asile et immigration

Après sa présentation en conseil des ministres ce 21 février, le projet de loi asile et immigration doit être examiné par la commission des lois les 3 et 4 avril.

Ce projet et les circulaires qui l'accompagnent portent des atteintes graves aux droits fondamentaux des personnes migrantes, par une série de mesures de contrôle, de tri, de contrainte et d'exclusion.

Pénalisation de l'entrée sur le territoire, massification des interdictions de retour, contrôle policier jusque dans les lieux d'hébergement, réduction des délais de recours des demandeurs d'asile ou encore allongement de la durée de la retenue pour vérification du droit au séjour : il s'agit là d'autant de tentatives de sanctionner la migration en tant que telle et de refuser un accueil digne aux personnes exilées.

Point important de ce projet, l'allongement de la durée de rétention jusqu'à 135 jours va entériner un enfermement inutile et lourd de conséquences humaines pour les personnes migrantes dans le but illusoire d'expulser toujours plus.

Nous, salarié-e-s de la Cimade intervenant au sein des centres de rétention, avons pour mission d'accompagner les personnes enfermées dans l'exercice de leurs droits. Nous sommes quotidiennement témoins de la terrible violence qu'impliquent l'enfermement et l'expulsion.

Nous observons chaque jour leurs conséquences sur les vies des personnes migrantes et les actes de désespoir qu'ils peuvent entraîner. Nous constatons également la violence d'une politique migratoire qui, plus largement, maintient dans la précarité et l'exclusion des personnes souvent déjà fragilisées par leurs parcours individuels. A ce titre nous nous mobilisons pour dénoncer l'allongement de la durée de rétention, mais également contre le projet de loi dans son ensemble et les circulaires qui l'accompagnent, dont nous demandons le retrait pur et simple.

Pour montrer notre opposition à ce projet de loi, nous nous mettons en grève ce mercredi 4 avril et nous appelons tou-te-s les salarié-e-s du secteur associatif et social à nous rejoindre.

Soyez nombreux à nous rejoindre le 4 avril à 10H30 à Pey-Berland pour des prises de parole en solidarité avec tou-te-s les exilé-e-s et contre le projet de loi !!

pour une analyse détaillée du projet, voir l'analyse du projet de loi produite par la Cimade : https://www.lacimade.org/wpcontent/uploads/2018/02/PJL_Asile_Immigration_Cimade_19022018-02.pdf

Contact : Mélanie Maugé 06 76 64 31 63